

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Mesdames et messieurs les membres du CTSD,

En Meurthe-et-Moselle, la dotation en emplois de +1 dans le 1^{er} degré aurait pu être moindre si l'on s'était contenté de ne prendre en compte que la baisse continue du nombre d'élèves. Bien sûr, les classes qui étaient surchargées pendant des années commencent enfin à avoir des effectifs attendus pour les conditions idéales d'apprentissage des élèves. Car oui, dans les classes d'aujourd'hui, être à plus de 25 n'est pas une sinécure : accueillir les enfants à besoins particuliers, garantir une bonne inclusion à nos élèves en situation de handicap, enseigner à toute la classe avec de plus en plus d'élèves perturbateurs, voire hautement perturbateurs, rien n'est comparable avec un retour possible vers une école d'autrefois idéalisée et mystifiée dont on entend parler par certains candidats à la présidentielle, la réalité est toute autre.

Mais ce +1 ne permet pas toute l'amélioration nécessaire des conditions d'enseignement au-delà des dédoublements et de la limitation d'effectifs. Cette unique dotation de poste supplémentaire ne permet pas de répondre à la hausse des décharges de direction, à la présence d'enseignants spécialisés pour répondre aux besoins éducatifs particuliers toujours plus prégnants, au manque de remplaçants, on le constate particulièrement en ce moment, mais aussi pour la formation initiale et continue.

Depuis plusieurs années nous dénonçons le choix de fragiliser les RASED en supprimant ou en ne créant aucun poste alors qu'ils sont indispensables au fonctionnement des établissements et à l'accompagnement des élèves rencontrant de grandes difficultés scolaires, qui plus est dans cette période, où la rupture scolaire a précisément touché avant tout les plus précaires et les plus en difficulté dans les apprentissages. Il est également indispensable de renforcer le nombre d'enseignants référents et de dégager les moyens humains nécessaires à la coordination des PIAL.

D'autres domaines appellent eux aussi une réaction. Ils ont, depuis trop longtemps, été ignorés : c'est notamment le cas de la sous-administration de notre ministère. La surcharge de travail pour les personnels a atteint les limites du supportable et rien n'est fait pour apporter une réponse. Les ambitions du ministère en matière d'amélioration de la gestion des ressources humaines, pourtant affichées comme une priorité, sont d'emblée obérées par la réalité. Les moyens attribués tant pour les services académiques que dans les établissements, dans un contexte fortement dégradé depuis

longtemps, annoncent une nouvelle fragilisation de l'administration du système éducatif préjudiciable tant aux personnels qu'aux élèves.

Enfin, un dernier point et non des moindres, sur l'exaspération des personnels de l'Education Nationale.

Jeudi 13 janvier, la mobilisation des personnels a débouché sur une grève inédite par son ampleur. Des personnels de tous les corps de métiers se sont retrouvés dans l'action pour exprimer leur exaspération dans la situation actuelle : gestion chaotique de la crise sanitaire qui conduit à une désorganisation complète des écoles et établissements scolaires, mépris et manque de considération pour les personnels de la part de notre ministre.

Cette mobilisation a obligé le gouvernement à réagir rapidement. Cette colère est inédite, c'est pourquoi, l'Unsa Education reste mobilisée et veut obtenir du concret très vite pour le changement de méthode et le respect des personnels.

Et pour conclure, je terminerai en reprenant le titre du dernier ouvrage de notre ministre intitulé « Ecole ouverte ». L'école doit rester ouverte, c'est une évidence mais le dialogue doit lui aussi rester ouvert. Grand ouvert et constructif avec le corps enseignant qui est sur le point de craquer et qui n'en peut plus de ce manque d'écoute national et de considération morale et financière !

Je vous remercie de votre attention.



Adeline GIOVANELLA

Secrétaire départementale de l'UNSA Éducation 54